

*Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Occitanie*

520 allée Henri II de Montmorency
34064 MONTPELLIER Cedex 02

ARRÊTÉ N ° 2019-I-1390
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement
à Lunas, Parc éolien

Mise en demeure de régulariser la situation administrative

Le Préfet de l'Hérault
Officier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le Code de l'Environnement, et notamment ses articles L. 511-1, L. 512-3, L. 515-44, R 5181-13 et suivant ;

Vu le permis de construire n° PC03414403B0035 en date du 24 avril 2013 accordé à la société Energie Renouvelable du Languedoc (ERL) pour le parc éolien « Bernagues » équipée de 7 aérogénérateurs sis lieu dit « Bernagues » sur le territoire de la commune de Lunas ;

Vu la déclaration d'antériorité rédigée par la Société ERL le 20 juillet 2012, conformément aux dispositions des articles L513-1 et R513-1 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2014-I-1277 de prescriptions complémentaires du 18 juillet 2014 ;

Vu la décision de la cour d'appel de Marseille N° 17MA00670 lue en audience publique du 12 juillet 2019 relative à l'annulation de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 18 juillet 2014, à la suspension d'activité et à la régularisation administrative du site;

Vu les observations présentées par l'exploitant en date du 13 septembre 2019 et par lesquelles il fait part de son souhait de régulariser la situation administrative du parc pour en reprendre l'exploitation ;

Considérant l'arrêt susvisé de la cour administrative d'appel N° 17MA00670 ;

- annulant l'arrêté de prescriptions complémentaires susvisé,
- enjoignant le Préfet de l'Hérault de mettre en demeure la société Energie renouvelable du Languedoc de régulariser sa situation en déposant une demande d'autorisation environnementale prévue à l'article L. 512-1 du code de l'environnement ,
- suspendant l'exploitation dudit parc éolien situé au lieu-dit « Bernagues », sur le territoire de la commune de Lunas jusqu'à l'intervention d'une nouvelle décision du préfet de l'Hérault sur cette demande ;

Considérant qu'il y a lieu conformément à l'article L. 171-7 du code de l'environnement de mettre en demeure la société de régulariser sa situation administrative ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de l'Hérault ;

ARRÊTE

Article 1 - La société Énergie Renouvelable du Languedoc (ERL) dont le siège social est situé 188 rue Maurice Béjart, CS 57392, 34 184 Montpellier Cedex 4, exploitant le parc éolien sis lieu dit « Bernagues » sur le territoire de la commune de Lunas, est mise en demeure de régulariser sa situation administrative, en déposant, avant le 31 décembre 2020, un dossier de demande d'autorisation environnementale, complet et recevable conformément aux articles R 181-13 et suivant du code de l'environnement.

Article 2 - Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans les délais respectifs prévus au même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, conformément à l'article L. 171-7 du code de l'environnement, les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du même code.

Article 3 - La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la cour administrative d'appel :

1° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L 211-1 et L 511-1 du même code dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de cette décision ;

2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télerecours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Article 4 - En vue de l'information des tiers :

Une copie du présent arrêté sera déposée en Mairie de Lunas et pourra y être consultée. L'arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans l'Hérault pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5 – Le Secrétaire Général de la préfecture de l'Hérault, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Occitanie chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à l'exploitant.

Montpellier, le 28 OCT. 2019
Pour le Préfet, par délégation
Le Préfet



Philippe NUCHO